

MEMORANDUM SUR LA SITUATION ACTUELLE DES COMMUNAUTÉS DU LAC LLEU LLEU

Avec la venue en Europe de Manuel Claudio Tranamil Ñanco, werken (porte-parole) de communautés de Lleu-Lleu (IXe région), nous considérons nécessaire de présenter succinctement différentes situations de conflit existant aujourd'hui dans la zone dont il est originaire, et qui opposent les membres des communautés Mapuche aux intérêts de particuliers, de multinationales ainsi qu'à l'Etat chilien.

En guise d'introduction, on peut signaler que la province d'Arauco correspond à la partie nord du territoire historique Mapuche. Malgré le fait qu'elle ait été la première affectée par l'occupation militaire et la guerre de " pacification de l'Araucanie " menée par l'Etat chilien entre 1860 et 1883, c'est dans cette zone qu'on a pu constater, durant le XX^e siècle, la mise en œuvre d'expériences politiques qui acquerront une grande importance en se propageant sur le reste du territoire et des communautés : réforme agraire (1962-1973) ; naissance de la Coordinadora Arauco Malleco (1997) ; Identité Territoriale Lafkenche (1999) ; " municipalités mapuche " avec l'élection de Adolfo Millabur dans la commune de Tirua depuis 1996...

On a ainsi pu observer depuis une dizaine d'années de nombreuses mobilisations des communautés mapuche de cette province pour récupérer leurs terres, celles-ci étant passées aux mains de grandes entreprises forestières et de particuliers. C'est dans le cadre de ces mobilisations et leur extension dans les autres communautés mapuche du sud du pays, que l'Etat chilien a eu recours aux actions policières, militaires et juridiques afin de mettre fin à ce qu'on a appelé le " conflit mapuche ". Dans les VIII^e, IX^e et X^e régions, ces cinq dernières années, ce sont plus de 500 personnes majoritairement mapuche qui sont ainsi passés par les tribunaux chiliens dans le cadre du conflit mapuche. Plus d'une vingtaine de personnes sont aujourd'hui emprisonnées, certaines étant condamnées à des peines de 10 années de prison en application de la loi antiterroriste héritée de la dictature, tandis qu'on estime à environ 200 personnes celles qui ont été condamnées à des peines autres que la prison ferme.

Le lac de Lleu Lleu, dont les eaux sont considérées comme parmi les plus pures du sud du pays et sur le bord duquel se trouvent une vingtaine de communautés, fait l'objet de nombreuses convoitises non seulement du fait des terres fertiles qui le bordent et qui sont principalement occupées par des entreprises forestières, mais également en raison de l'existence de divers projets touristiques ainsi que miniers.

Projets miniers au bord du lac Lleu Lleu.

Ce n'est que très récemment que les communautés du lac Lleu Lleu se sont inquiétées par l'annonce de différents projets miniers qui se réaliseraient au bord du lac, ainsi que sur les terres de certaines communautés. En effet, les premiers articles de presse mentionnant l'intention d'exploiter les sous-sols des communautés du lac ont été publiés en juillet 2005, lorsque des membres de la communauté de Rucañanco s'attaquèrent, en scandant " non à la mine ", à des véhicules occupés par le gouverneur d'Arauco et d'autres fonctionnaires venus présenter un projet d'exploitation.

Exploitation de Scandium

C'est à partir de ces " événements " qualifiés d'actes de vandales, que l'on a pris connaissance d'un projet minier mis en œuvre par un entrepreneur, Jaime Troncoso, patron de l'entreprise " Manto rojo " qui a fait la demande de droits d'exploration minière sur 3.100 hectares de ce secteur, dont il compte extraire un minerai rare appelé Scandium. Le Scandium est utilisé dans de nombreux éléments électroniques ainsi que dans l'aéronautique. Tout comme les " terres rares " dont il fait partie, il est nocif tant pour la santé que pour l'environnement, et son exploitation peut avoir de nombreuses conséquences négatives sur l'écologie locale et sur les habitants des bords du lac.

La concession d'exploration accordée en 2004 à Jaime s'est trouvé caduque en 2006, mais en février 2007, ce même entrepreneur, associé à un supposé dirigeant Mapuche, Benedicto Melin, a obtenu une concession d'EXPLOITATION définitive sur 600 hectares de ce même secteur, sous le nom de NEWEN MAPU.

Une telle attitude a fait l'objet de différentes plaintes et dénonciations, notamment celle de Adolfo Millabur, maire mapuche de Tirua, l'une des communes entourant une partie du lac, qui pointe du doigt la complicité des différentes institutions de l'Etat qui permettent que ce type de concessions soit possible sur des terres normalement protégées par la loi indigène (19.253) ainsi que par un ensemble de législations internationales.

Exploitation du fer

Il existe d'autres projets d'exploitations minières pouvant affecter les eaux du lac, sa biodiversité, et donc les communautés y vivant. Il s'agit notamment d'un projet d'exploitation de fer mis en œuvre par un important homme d'affaires, Leonardo Farkas. Encore une fois, l'absence de transparence et de prise de position de l'Etat chilien et de ses institutions est criante, tandis que les entrepreneurs de ces différents projets miniers font la promesse de donner du travail aux habitants des communautés affectées.

Répression dans les communautés mapuche mobilisées.

L'autre préoccupation perceptible dans les témoignages des membres des communautés de cette zone concerne la répression policière constante à leur encontre, se manifestant notamment par l'emprisonnement récent du dirigeant José Huenchunao (communauté *El Malo*), condamné à 10 ans de prison ferme pour incendie à caractère terroriste, et de Erito Santi (communauté Pascual Coña). Ce dernier, accusé de vol de bétail avec intimidation, sur la base d'un témoignage anonyme, a été arrêté chez lui, le 5 juin à 2 heures du matin, lors d'une violente intervention policière dans sa communauté ordonnée par le Ministère Public de Cañete. La démesure de l'action répressive de l'Etat et les moyens utilisés (heure d'intervention, recours à des témoins anonymes et protégés, militarisation de la zone) pour s'attaquer à des personnes accusées de simples petits délits tels que vol de bétail ou de bois, témoigne de l'acharnement du pouvoir politique et judiciaire à continuer de persécuter les Mapuche revendiquant leurs droits – par hasard, les "victimes" de ces délits étant les propriétaires des parcelles revendiquées par les communautés – à les traiter comme des terroristes, tout en leur appliquant la loi commune.

Suite à de nombreuses dénonciations émises au niveau international à l'encontre du gouvernement chilien – notamment par le Rapporteur spécial auprès des Nations Unies sur les Droits de l'Homme et des libertés fondamentales des populations autochtones, par la FIDH, par Human Rights Watch... – concernant l'application de la loi antiterroriste à l'encontre de dirigeants et membres de communautés revendiquant leurs droits territoriaux et politiques, le gouvernement chilien a en effet cessé l'application de lois exceptionnelles, tout en refusant de revenir sur les condamnations des personnes déjà condamnées par ces procédures iniques.

Il existe ainsi deux importantes causes "communes" dans le cadre du conflit mapuche qui affectent et menacent plus d'une vingtaine de personnes de cette zone. Outre le recours de cinq témoins, sans identité et protégés, il existe de nombreux vices de forme dans ces accusations qui ont cependant abouti à la mise en prison préventive de certaines personnes et légitimé plusieurs violentes interventions policières au sein des communautés. L'une des stratégies des procureurs est d'une part d'instaurer un climat de terreur dans ces communautés et mettre le plus de personnes mapuche en prison préventive afin d'obtenir leurs aveux ou de leur proposer une délation compensée. Quant aux témoignages identifiables, il s'agit généralement de ceux des propriétaires de parcelles revendiquées par les communautés mapuche ainsi que de ceux de leurs employés. C'est le cas, par exemple, de la cause RIT-231-2005 (vols de bois et d'animaux avec menace et intimidation) où deux frères propriétaires de parcelles proches des communautés prétendent avoir été victimes d'un vol commis par des individus encagoulés qu'ils ont cependant réussi à reconnaître. Les personnes accusées ne sont autres que les membres des communautés revendiquant les terres aux mains de ces propriétaires. La confusion des intérêts dans ces différentes affaires est incontestable et itérative avec la situation de communautés en conflit d'autres zones.

Document élaboré par Fabien Le Bonniec.

<http://mapuche.free.fr>

Comunidades lafkenche interponen recurso de protección ante la solicitud de Concesión, Exploración y Explotación Minera en el lago LLeu LLeu

Representantes de once comunidades de la provincia de Arauco, provenientes de las comunas de Contulmo, Cañete y Tirúa, se mostraron partidarios de emprender estas acciones, pues es necesario alzar la voz cuando se ven vulnerados sus derechos, según expresaron 29 May, 2007

Fuente: Comunicaciones Identidad Lafkenche / www.identidadlafkenche.cl

Agregaron que la actividad minera en el lago LLeu LLeu es una amenaza para la cultura mapuche en su conjunto, no sólo porque altera el equilibrio natural de dichos territorios, sino porque también vulnera sitios de interés sociocultural, y pone en riesgo la actividad económica que sustenta a muchas familias lafkenche.

En la oportunidad, se realizó una manifestación que incorporó música y baile mapuche, y se le entregó una carta a la intendenta de la Octava Región, María Soledad Tohá, dándole a conocer los atropellos por los que pasan las comunidades lafkenche del lago LLeu LLeu.

Para Iván Carilao, dirigente de la Identidad Territorial Lafkenche, debe emprenderse un ejercicio de defensa colectivo por el territorio afectado. “No a la instalación de empresas mineras en el lago LLeu LLeu”, enfatizó.

Asimismo, recordó que situación similar a LLeu LLeu está ocurriendo en Carahue, por lo que se ha planteado la idea de conformar una mesa de trabajo local que socialice estos problemas al interior de las comunidades y busque socios estratégicos.

Recordó que la zona de LLeu LLeu ha sido definida como Área de Desarrollo Indígena por la Ley 19.253 (Ley Indígena), y según dicta: “serán espacios territoriales en que los organismos de la administración del Estado focalizarán su acción en beneficio del desarrollo armónico de los indígenas y sus comunidades”. Por eso, para el dirigente lafkenche es una “contradicción tremenda” lo que está sucediendo actualmente con el lago LLeu LLeu.

Futuras movilizaciones

El recurso de protección fue interpuesto por cinco representantes: Roberto Garrido Catril, Lorenza Ñancomillapi, Martiniano Nahuelhual, Carlos Muñoz Huenumán, y Julio Nahuelhual, quienes coincidieron en la necesidad de resguardar este sitio tan importante para el desarrollo de las comunidades lafkenche.

Lorenza Ñancomillapi valoró la defensa del medioambiente que están realizando, y señaló que es una falta de respeto y una vulneración al derecho de vivir en paz con la naturaleza la instalación de empresas trasnacionales que atacan suelo y subsuelo mapuche. “Estamos desprotegidos”, añadió.

Por su parte Héctor Huenchunao, manifestó que el recurso de protección es “la mínima cosa que podemos hacer”, aunque señaló que han perdido credibilidad en la justicia chilena debido al poco resguardo del territorio mapuche.

Roberto Garrido Catril agregó que en esta lucha han sido apoyados por organizaciones sociales como asociaciones de empresarios, campinistas, clubes deportivos y mujeres, por lo que esperan seguir organizando otras acciones. Según informó, esperarán atentos la resolución del Tribunal, y no descartan futuras movilizaciones.

MINERA EXPLORARÁ EL FIERRO EN LLEU-LLEU

por **Edgar Muñoz** (*)

<http://www.olca.cl/oca/chile/region08/escandio01.htm>

Según estudios realizados en la década del 50' , en las cercanías de este lago se extiende un manto de mineral de FIERRO (Fe) de aproximadamente 20 kms. de largo, el cual pretende ser explotado por una compañía minera llamada Santa Bárbara de propiedad de Leonardo Farkas.

La extracción de hierro involucra perforación del suelo, tronaduras (explosiones), acopio del mineral, si el material no es de buena ley, como el caso de este en particular, es necesario un procedimiento llamado peletizacion, que consiste en un proceso químico, que busca mejorar las propiedades del mineral extrayendo las impurezas.

Para operar una extracción de hierro y peletizacion se requiere ocupar gran cantidad agua, además se necesita descargar los residuos del proceso minero. La contaminación del agua es un costo que se paga con una extracción minera.

Un proyecto de esta naturaleza afecta directamente la vida tanto del entorno como a la población, ya que la extracción y acopio produce gran cantidad de partículas finas las cuales se mueven con el viento y pueden cubrir grandes extensiones, además los residuos venenosos son evacuados por ductos subterráneos a las aguas, la minería de hierro en Chile se trabaja principalmente en el desierto donde la cantidad de vida y de población es poca, por lo que el daño se hace principalmente a los cursos de agua

¿Pero que pasaría si un proyecto de esta naturaleza se implementa en la orilla de uno de los lagos mas puros de Sudamérica, que esta poblado por varias comunidades mapuche y que hoy por hoy es una buena fuente de ingresos debido a la creciente cantidad de visitantes que recibe cada año?

Aquí podemos ver un ejemplo de otro proyecto desarrollado por esta empresa en el desierto cerca de Vallenar (ver su página web www.minerasantabarbara.com), se entregan datos concretos de la operación que se lleva a cabo en este yacimiento de hierro:

PROYECTO: Mina Japonesa
PAÍS: Chile
TIPO DE MATERIAL : Fierro
INVERSIÓN INICIAL: MMUS\$ 45 (45 millones de dólares)
UBICACIÓN: Franja ferrífera al sur de la ciudad de Vallenar (aproximadamente 15 kilómetros de largo con dirección N20°W y 5 kilómetros de ancho, en promedio).
DESCRIPCIÓN: La Compañía Minera Santa Bárbara lleva a cabo la reactivación de la producción de mineral de fierro del yacimiento Japonesa y de otras pertenencias mineras de la compañía.
El proyecto contempla la producción de 1,5 a 5 millones toneladas métricas (tm) al año de finos, con una ley mínima de 62% y su posterior exportación.
HORIZONTE OPERACIONAL: Diez años, en la primera etapa.
MANO DE OBRA ESTIMADA: 400 personas (directa e indirectamente).
COMERCIALIZACIÓN: A través de Cometals (Subdivisión de CMC, listada en la Bolsa de Valores de Nueva York -NYSE-, y con ventas sobre los 5 billones de dólares).

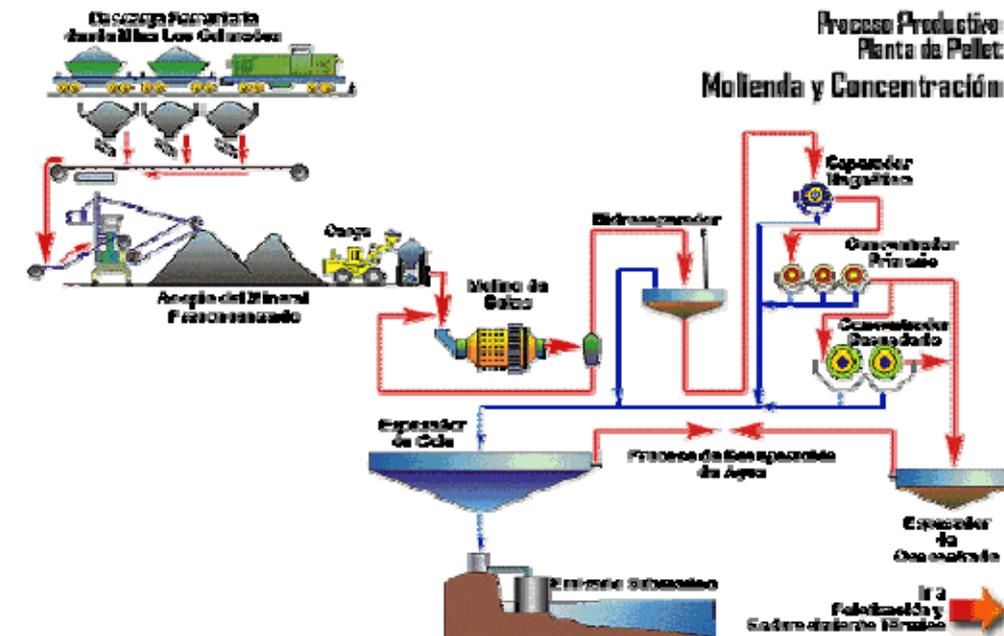
No es difícil darse cuenta la baja inversión del proyecto (45 millones de dólares) y las ventas (¡Sobre 5 billones de dólares!), si observamos la cantidad de empleos directos e indirectos vemos que solo se requieren 400 personas para todo el proceso.

A modo de ejemplo para construir una escuela de 3 pisos se necesitan alrededor de 100 personas directa e indirectamente, por lo que el costo que se debe pagar por las personas que viven en el

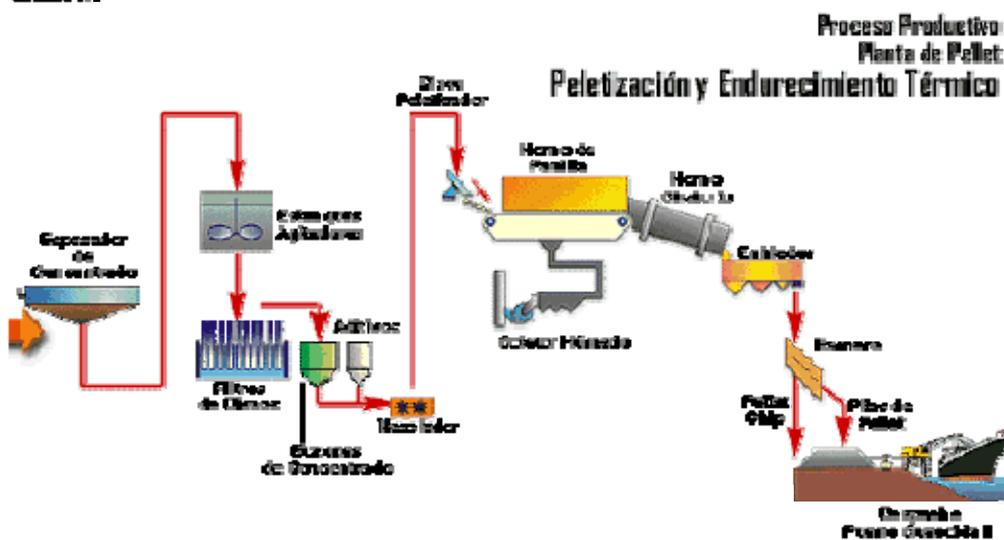
área y el daño ambiental de la extracción minera es muy alto comparado con la cantidad de trabajo que se genera, si a eso le sumamos la baja o desaparición de la actividad turística, realmente este es un negocio solo para la minera.

La minera en Lleo Lleo significa la muerte de este lago y de lo que lo rodea, significa un atropello a los pueblos originarios, significa la negación al desarrollo sustentable de la provincia a través del turismo y la contaminación principalmente del suelo y el agua. Defender este lago para las generaciones que vienen es nuestra responsabilidad.

ESQUEMA QUE DEMUESTRA LA NULA NECESIDAD DE MANO DE OBRA EN LA EXPLOTACIÓN DEL HIERRO.



Línea 171



Línea 271

(*) Edgar Muñoz es nacido y criado en Cañete. Estudió Gestión y Control de Calidad en el Instituto Profesional Inacap de Concepción. Actualmente entrega servicios de asesorías a microempresarios locales.

Alerta sobre las operaciones mineras en el lago Lleu Lleu

por **Adolfo Millabur Ñancuil** (*)

<http://www.olca.cl/oca/chile/region08/mineras010.htm>

A raíz de los hechos que acontecen en nuestro territorio me he visto en el deber y necesidad de informar y advertir a la opinión pública lo siguiente:

En los últimos años hemos vistos con preocupación un nuevo hecho de usurpación que se ha instalado y constatado en nuestro territorio, especialmente desde el año 2005, independiente de las ya instaladas empresas forestales que afectan a nuestro Pueblo se le suma esta nueva amenaza, que consiste en las intenciones de empresarios privados de realizar prospecciones mineras en territorio mapuche y especialmente en la rivera del Lago Lleu Lleu.

En el año 2006, tras diversas gestiones e investigaciones que realizamos en la zona del Lleu Lleu respecto a rumores que circulaban sobre las intenciones de un particular de realizar prospecciones mineras en la rivera del Lago nos percatamos del modus-operandi que había realizado la empresa “**Manto Rojo**” en el afán de realizar inscripciones de subsuelo en terrenos de propiedad mapuche, basado en el secretismo y en la subestimación de la población afectada.

A raíz de una presentación oficial realizada mediante una carta de fecha 4 de agosto 2006, enviada a todas las instituciones implicadas en la situación en cuestión: **CONADI; Gobernación de Arauco, Intendencia VIII región, Seremi de Minería, Servicio Nacional de Minería y Geología** y a la propia **Presidenta de la Republica** donde solicitaba información y se advertía y dejaba en evidencia la situación que estaba sucediendo y afectando al territorio del lago Lleu Lleu, tremenda fue mi sorpresa al constatar la nula o intencionada desinformación que los organismos que debían de intervenir en este tipo de hecho tenían, trayendo consigo un manto de dudas y sospechas hacia los mismos.

Estos hechos que demuestran su gravedad cuando comprobamos este actuar oculto de las empresas (manto rojo) en concomitancia con una serie de Instituciones Estatales que en primer lugar no han cumplido su misión, empezando por los Tribunales de Justicia, que han acogido a trámite y resolución favorable de solicitudes que afectan tierras indígenas, demostrando una grave falta de observancia y respeto al publicitado “ESTADO DE DERECHO”, vulnerando el **art. 39 letra e) y f) de la Ley indígena**.

Además por tratarse de solicitudes que afectan a un bien nacional de uso público, en este caso el Lago LLEU LLEU, no hubo pronunciamiento oficial del **gobernador provincial de Arauco**, vulnerando el **art, 17 del código de minería**. Lo que por un lado implica un desconocimiento de la realidad y cultura mapuche de parte de los jueces, y por otro que toda la legislación que el Estado dice dictar para proteger las culturas ancestrales no tiene aplicación en la realidad.

A esta grave omisión de los órganos Judiciales se suma el actuar negligente de la CONADI, organismo público encargado de resguardar, promover y fomentar el desarrollo armónico de las Comunidades Mapuches, la cual a pesar de su respuesta a la carta antes mencionada, en la que el Director Regional de Conadi se comprometió a vigilar que las peticiones de Concesiones de Exploración y Explotación y que sus respectivas inscripciones no se encuentren en terrenos pertenecientes a Comunidades Indígenas, y que en el caso que una concesión minera afecte inmuebles de Comunidades Indígenas o Areas de Desarrollo Indígenas se ejercerían las acciones tendientes a velar por el cumplimiento de la normativa, no ha dado cumplimiento a su compromiso y a su obligación legal, pues no se ha preocupado de realizar un seguimiento de las causas mineras, y de esta forma no ha cumplido su propia palabra expresada en oficio 198 del 17 de agosto de 2006.

Por último y como corolario a esta descoordinación, y falta de observancia legal y a los discursos del Gobierno que hablan de un nuevo trato, denunciamos el doble estándar de éste, ya que pese a

la imagen que intenta proyectar hacia la opinión pública mantiene un actuar dudoso que responde a una falta de coherencia que tienen las políticas dirigidas hacia nuestra gente, donde por un lado se publicita un estado de derecho (Ley Indígena, Nuevo Trato.. etc. etc) y al momento de actuar se hace lo contrario, desconociendo lo que sus propias autoridades han promovido (firma de convenio marco, inversión, gobierno en terreno, Áreas de desarrollo indígena, etc..) y suscrito con las comunidades.

En este caso particular El Intendente y Gobernador a la época en que me enteré en los hechos desconocieron reiteradamente las denuncias que las comunidades realizaron al respecto, minimizando los hechos. Sin embargo, si se produce algún reclamo de parte de las comunidades, quienes lo hacen, pasan a formar las filas de una organización ilícita o simplemente “terroristas” justificando de esta manera el servicio policial que se le presta a las grandes empresas privadas (forestales, mineras) en desmedro y en clara provocación a las comunidades del sector, sin hacer frente a la situación que se expone, dejando a la vista que se trata de un proyecto en las sombras y de no ser por la reacción de las comunidades y sus propias averiguaciones, no nos hubiésemos enterado.

Hoy en día no sólo esta práctica se ha mantenido sino que nuevamente y ante nuevas solicitudes que no sólo se orientan a la exploración sino a que ha **explotar minerales que existirían en las inmediaciones del Lleu Lleu**, se pone nuevamente en evidencia la inoperancia de las Instituciones y la falta de respeto hacia nuestra cultura, ya que las concesiones son ahora solicitadas por el mismo Empresario Minero Sr. Troncoso que en su afán de burlar la legislación se ha asociado con una persona de apellido mapuche - Benedicto Melin , para explotar los minerales que se encuentran en un radio de 600 hectáreas de terreno ubicadas en la comuna de Contulmo, (NEWEN MAPU 1 Y NEWEN MAPU 2), ingresadas el 20 de febrero de 2007 y publicada en el boletín minero de santiago edición 5864, pagina 2 del 20 de marzo de 2007, ambas de 300 hectáreas.

Si bien, jurisdiccionalmente estas concesiones de explotación se encuentran en una comuna vecina, me siento en el deber de informar y alertar de las amenazas de las cuales estamos siendo objeto, puesto que esto atenta no solo a esta comuna sino a todo el pueblo mapuche y en particular al Lago Lleu Lleu jurisdicción también de la comuna de Tirúa.

A lo anterior se suma la reciente presencia en oficina del secretario municipal de este municipio, del señor **Vernon Arseneau** presentándose como Gerente General de una empresa canadiense llamada **Exploraciones ZNC Collasuyo s.a.c.** (zincore metals inc. Ubicada en Peru, Av. Del parque Norte 829, Urb. Córpac, Lima 27, correo electrónico varseneau@zincoremals.com, telefonos 051-1-2255588/ fax 051-1-8852419), según nuestras averiguaciones empresa vinculada al conflicto del norte de Chile [PASCUA LAMA](#), con el objeto de solicitar información acerca de los dirigentes de unas de las comunidades en donde se encontraría un mineral susceptible de ser explotado (Tranicura, Tirúa Sur), situación que por cierto indica que esta amenazas se traslada a otra parte de nuestro territorio ahora en la comuna de Tirúa.

Aparte de lo ya expresado mi preocupación como Autoridad Comunal, que no teniendo las facultades legales que me permitan evitar este tipo de atropellos y resguardar el derecho de las comunidades en este ámbito, solo me queda informar y denunciar que estos hechos se repiten, y se suscitan en un periodo en donde hemos insistido en el respeto que merece nuestra gente dentro de sus territorios, y donde el gobierno pregona el dialogo, pero que cuando ejercemos tal derecho y exigimos que se cumpla la propia normativa dada por el Estado chileno para “supuestamente” respetar los derechos del pueblo Mapuche , nuestros dirigentes son reprimidos y condenados al encarcelamiento basados en una legislación espuria con una apariencia democrática (ley antiterrorista y ley de seguridad interior del estado).

Por ello reitero mi particular preocupación por la desidia y falta de respeto de las entidades públicas llamadas a cautelar los derechos de todos y en este caso particular de los mapuches, y

exijo se ponga término a la despreocupación de órganos judiciales, administrativos y políticos que no han ejercido sus prerrogativas ni menos cumplido con sus imperativos, actuar que por lo demás implica un claro desacato a la recomendación recientemente efectuada por la Comisión de Derechos Humanos de Naciones Unidas en orden a ***consultar con las comunidades antes de conceder licencias para la explotación económica de las tierras objeto de controversia y garantizar que en ningún caso la explotación de que se trate atente contra los derechos reconocidos en el Pacto***, lo que en sentido amplio implica no sólo aplicar nuestra legislación sino que también adecuarla modificándola cuando sea necesario en aquellas áreas económicas que pudieren afectar el territorio mapuche, como lo sería la Legislación Minera, de Aguas, Propiedad Intelectual, etc.

Lo narrado me lleva a creer (y espero equivocarme) que cuando se trata de resguardar los derechos del pueblo mapuche el “ESTADO DE DERECHO” no funciona, por lo que hago un llamado a las Comunidades para que estemos vigilantes y dispuestos a luchar por nuestros legítimos derechos.

(*) *Alcalde de Tirúa*

Polémico megaproyecto reactiva conflicto

Minera amenaza tierras mapuches en Lleu-Lleu

El pasado miércoles 20, manifestantes dañaron cuatro vehículos de la comitiva del gobernador de Arauco, Néstor Matamala Peña. Los hechos ocurrieron al interior de una comunidad mapuche de Contulmo, ribereña al lago Lleu Lleu, y se habrían originado por la molestia de comuneros del sector ante un proyecto minero a ejecutarse en la zona. Si bien las autoridades negaron en un principio la existencia de tal iniciativa empresarial privada, nuevos antecedentes respaldan la veracidad del reclamo mapuche y la grave amenaza que se cierne sobre un ecosistema único en la cordillera de Nahuelbuta

Por Fabian ALVAREZ * / Azkintuwe Noticias / Lunes 25 de julio de 2005

GULUMAPU / Si todo sale bien, en un año el empresario penquista Jaime Troncoso Sáez podría estar explotando en Rucañanco, Contulmo, un yacimiento de minerales denominados "tierras raras" y de ellos, el escandio, el más apetecido por su uso, entre otros, en la industria aeroespacial. Es a este proyecto al que aludían los manifestantes mapuches que, en la tarde del miércoles 20, atacaron vehículos de la comitiva del gobernador de Arauco, Néstor Matamala Peña.

El grupo de diez personas sostenía una reunión en el marco del programa "Gobierno más cerca" con mapuches de la comunidad Juana Millahual, en el sector de Rucañanco, a 30 kilómetros de Contulmo. Producto de la arremetida de los desconocidos, que dejó parabrisas quebrados y abolladuras en los vehículos, la comitiva pública debió permanecer dos horas refugiada en la sede donde sostenía el encuentro. Además del gobernador, en el grupo estaba el coordinador del Programa Orígenes, Mario González Acuña y el director regional de la Conadi, José Luis Lincoñir González, los cuales han evitado referirse al tema.

"¡Fuera las mineras de las tierras mapuches!", rezaba, en rigor, un cartel recogido como medio de prueba por el fiscal Mario Elgueta Salinas desde el sector Rucañanco, donde se constituyó y realizó "una pequeña reconstitución de escena", como declaró a el diario El Sur. A pesar de que las autoridades de gobierno calificaron inicialmente solo como "un rumor" la existencia de un proyecto minero en el área, el empresario Jaime Troncoso confirmó que incluso tiene derechos de exploración en la zona donde viven 17 familias mapuches, aunque su proyecto recién está en una etapa de evaluación económica.

No se trata de un rumor. Se trata de un plan con todas las de la ley, cuyo gestor es un empresario penquista del rubro de la minería que tiene propiedad minera en 3 mil 100 hectáreas e inscrita su iniciativa como exploración en el Conservador de Minas. Desde Santiago y ajeno a la batahola que dejó el ataque a los vehículos por parte de encapuchados que rechazan un futuro plan de explotación del subsuelo, Jaime Troncoso Sáez, dueño de la empresa Manto Rojo, explicó en detalle el proyecto al cual se oponen un grupo de mapuches del sector Rucañanco, donde planea explotar.

En 2003, este empresario siguió los pasos de investigadores japoneses que años antes habían merodeado, sin resultados positivos, la provincia de Arauco en busca de minerales denominados "tierras raras". La suerte fue para él, porque finalmente dio con lo que creía podía estar bajo las tierras aledañas al lago Lleu Lleu: rutilo, vanadio y escandio, entre otros minerales. Puntualmente, el hallazgo de escandio es lo que enciende las antenas de este empresario, quien afirmó que actualmente el proyecto para explotar este mineral -el más apetecido- y los restantes, está en etapa de evaluación económica.

"Hay que hacer estudios para ver qué reservas hay y si conviene invertir y explotar. Es un proyecto que está en elaboración, pero despertó el interés de una empresa mexicana, por lo que es un proyecto millonario y si no hay problemas, en un año más podría estar funcionando", aseguró Jaime Troncoso.

Sin embargo, los problemas ya han marcado el camino para esta iniciativa y el propio empresario lo sabe. En febrero de este año fue sacado bajo amenazas y machetes en mano desde un predio de la Forestal Mininco -cuyos terrenos son reclamados por la comunidad Juana Millahual- por un grupo que rechaza la iniciativa. Troncoso asegura que es un grupo mínimo el que está en contra

de su idea y que la mayoría de las 17 familias de esa comunidad lo apoya, "porque dará trabajo", afirmó.

El empresario aseguró que el interés de explotación está en conocimiento de las autoridades de Minería de la región, por lo que le extrañaron las palabras del director del Servicio Nacional de Geología y Minería (Sernageomin), Patricio Leiva Urzúa, quien al día siguiente del incidente señaló a la prensa que "no hay proyectos de exploración ni explotación en dicha zona".

El fondo de la oposición

"La reacción del grupo que atacó los vehículos de la Gobernación Provincial se explica por la falta de claridad que hay respecto del proyecto minero. De las autoridades de gobierno, que no quieren decir las cosas claramente y no llegan con la verdad. Por eso la gente se siente engañada y preocupada". Así opina un conocedor del problema que se está gestando en la localidad Rucañanco y que prefiere mantener su nombre en reserva, "porque nadie sabe con qué (el gobierno) nos pueda salir", explicó.

La oposición de un grupo de mapuches a la iniciativa de explotar el mineral encontrado en el subsuelo -el que está bajo el predio de Forestal Mininco y de un particular no mapuche, según los primeros sondeos- se fundamenta en la destrucción que una actividad de este tipo podría traer para el desarrollo turístico que se impulsa en el lago Lleu Lleu.

"Como las cosas no se dicen claras, no se sabe qué puede pasar. Además, ¿van a verse beneficiados los mapuches con una iniciativa de esta naturaleza?", se preguntó la fuente. Para el impulsor del proyecto, Jaime Troncoso, "si hay complicaciones, hay que manejarlas de otra manera". - ¿Cómo?, preguntamos. - "Con plata. Esto es igual que en el caso del Alto Biobío (por la represa Ralco): si quieren tierras, se les da tierras. Lo importante es que lleguemos a un acuerdo económico", señala.

Seremi reconoce antecedentes

El seremi de Minería, José Luis Díaz Lagos, confirmó que existe interés de un empresario penquista en el subsuelo del sector Rucañanco, en el área del Lago Lleu Lleu, pero dijo que aún no se puede hablar de "proyecto minero", porque recién está en la fase de exploración, para lo cual cuenta con la concesión respectiva. "Aquí no hay un proyecto, él tiene un proceso en marcha que no lo ha terminado", señaló categórico el seremi de Minería.

Para José Luis Díaz el hecho de que el particular Jaime Troncoso Sáez tenga una concesión de exploración (pedimento minero) no significa formalmente que haya un proyecto, razón por la cual -dijo- la autoridad de gobierno afirmó inicialmente que sólo era un "rumor" la existencia de un proyecto minero en la zona. "Por lo que tengo entendido, él está en un proceso de mensura, por lo que hay un pedimento minero aún inconcluso", precisó el seremi. Acotó que para que sea proyecto debe pasar varias etapas más, entre ellas presentar un Estudio de Impacto Ambiental ante la Comisión Nacional del Medio Ambiente (Conama).

Sin embargo, más allá de las apreciaciones conceptuales, lo claro es que hay un interés real de un empresario por concretar una explotación en un área que incluye una zona que es reclamada por una comunidad mapuche, parte de la cual se opone a la iniciativa. Así lo explicó el propio Jaime Troncoso, quien ayer reiteró que seguirá con su idea adelante y que ésta podría concretarse en un año "si todo sale bien", apuntó. Esto último, es desestimado por el seremi de Minería, quien dijo que este tipo de emprendimiento "es de larga duración".

José Luis Díaz reconoció que como autoridad estaba al tanto de la idea de este particular y que se ha reunido con él. Aseguró que le ha manifestado una opinión política del tema: "Le dije que ahí -en el sector Rucañanco- hay un Área de Desarrollo Indígena que tiene una estrategia de desarrollo orientada al turismo, pero él es libre de hacer las exploraciones que quiera", expresó.

La iniciativa del empresario penquista es extraer minerales -en conjunto con una firma mexicana- para poder comercializar ciertos elementos químicos, el más relevante es el escandio. Este, tiene aplicaciones en la industria aeroespacial, se utiliza como rastreador en las refinerías de petróleo y, en términos más prácticos, está presente en equipos como televisores a color, lámparas fluorescentes y lámparas ahorradoras de energía.

Amenaza al turismo

La Provincia de Arauco ha hecho una apuesta por el desarrollo del turismo como polo de atracción para visitantes y en ese marco un proyecto minero, "habría que revisarlo, pero creo que podríamos tener algún revés con los que estamos haciendo (impulso al turismo)". Así respondió el gobernador de Arauco, Néstor Matamala Peña ante el interés del empresario. Para el jefe provincial "cualquier proyecto que tenga un atisbo de contaminación se contradice con lo que estamos haciendo". Aclaró que él nunca supo formalmente de las intenciones del empresario penquista. Ese proyecto lo he escuchado sólo a la pasada", aseguró.

Insistió en que se está haciendo un trabajo para declarar área de protección turística al lago Lleu Lleu. Esto, como parte de convenios de la gobernación ha establecido con las comunidades. En la zona de este espejo de agua hay 22 comunidades y en toda la provincia unas 50. Con matices, hasta ahora "estamos trabajando en buen pie", aseguró el gobernador. "El tema de la minera recién se instala con esto", acotó. Sin embargo, la inquietud existía en la comunidad Juana Millahual desde hace meses y ya en enero pasado personeros de la gobernación debieron responder a los temores de la gente. En esa oportunidad se les dijo que no había nada serio.

Reservas de fierro

En Arauco, y puntualmente en la cordillera de Nahuelbuta, hasta ahora sólo se conocía de la existencia de reservas de fierro e, incluso, un estudio de la Corporación de Fomento a la Producción (Corfo) de la década del 50` así lo da a conocer, explicó el ex seremi de Minería de la Región del Biobío y perito mensurador en minería, Juan Pablo Astudillo Encina. El profesional explicó que el fierro en este sector tiene un porcentaje de entre un 45 y 60%, por debajo de los 80, 90 y hasta 100% de fierro que hay en yacimientos en la tercera y cuarta regiones, razón por la cual nunca se ha explotado este mineral en esta provincia.

"En esos años no era un proyecto rentable, pero a medida que van pasando los años y las técnicas son otras, puede que ahora sea rentable. Yo creo que en 20 años más eso va a ser una realidad, porque el fierro está disminuyendo en el norte" del país, expresó. Respecto a la iniciativa del empresario penquista, quien piensa explotar escandio, el ex seremi dijo que eso recién está en una etapa primaria y que duda que un un año más pueda concretarse. "Estas son cosas de largo aliento, tienen que pasar varias etapas, así es que la gente del sector no debe alarmarse todavía", destacó.

¿Qué es el escandio?

Es un elemento químico, cuyo símbolo es Sc y fue descubierto en 1879 por el químico sueco Lars Fredrik Nilson. El mineral principal del escandio es la thortveitita, que se encuentra en formaciones graníticas (pegmatita) y en algunos minerales de estaño, tungsteno y de las tierras raras. Escasamente se puede encontrar en la naturaleza, ya que se da en cantidades muy pequeñas.

El óxido de escandio se utiliza en luces de alta intensidad y, añadido yoduro de escandio, en lámparas de vapor de mercurio, se consigue una luz solar artificial de muy alta calidad. El metal tiene aplicación en la industria aeroespacial dado que presenta un punto de fusión muy superior al del aluminio. Además, se utiliza como rastreador en las refinerías de petróleo. En términos más prácticos puede hallarse en equipos como televisores a color, lámparas fluorescentes, lámparas ahorradoras de energía, y cristales. El tratamiento con solución de sulfato de escandio es un medio barato para mejorar la germinación de semillas.

El escandio es vertido al medio ambiente principalmente por industrias productoras de petróleo. También pueden entrar en él cuando se desechan equipos domésticos, así se acumula gradualmente en suelos y agua. En estado puro y debido a largas exposiciones puede causar embolias pulmonares. Además, puede ser una amenaza para el hígado cuando se acumula en el cuerpo / **Azkintuwe** / * Fuente: *Diario El Sur*.

De las concesiones Mineras de Exploración y Explotación a la usurpación y el robo de las riquezas de nuestro Territorio Mapuche.

CONCESIONES MINERAS EN EL LAGO LLEU-LLEU ¿CUÁL ES LA VERDAD?

<http://www.nodo50.org/weftun>

Mucho se ha escuchado en el último tiempo hablar de concesiones mineras en la zona mapuche, se ha especulado, desinformado y manipulado información como pocas veces. Todo se remonta a la reacción violenta que recibió el ex Gobernador de Arauco en Rukañanco por el inicio de las “**Concesiones de Exploración**” en la zona por la posible existencia de Uranio y Escandio. Los habitantes de la zona no se quedaron tranquilos, las concesiones vencieron pero para sorpresa de muchos hoy día ya se han inscrito “**Concesiones de Explotación**”, las que ya son mucho más permanentes y definitivas en el tiempo.

A continuación entregamos algunos antecedentes de las “famosas” concesiones, se explica las diferencias que hay entre ellas, mostramos mapas y copia de Boletín Oficial de Minería.

1.- DOS MANIFESTACIONES DE CONCESIONES MINERAS DE EXPLOTACION:

- Estas se localizan en la ribera Nororiente del Lago Lleu Lleu ([ver figura 2](#))
- Fueron ingresadas al Juzgado de Cañete con fecha 20 de febrero de 2007.
- Fueron publicadas en el Boletín Minero de Santiago, edición 5864, página 2, del 20 de Marzo de 2007.
- Los solicitantes son: **BENEDICTO MELIN PAILLALI** y **JUAN JAIME TRONCOSO SAEZ**
- Nombre, superficie y coordenadas de las Concesiones:

Nombre	Superficie (Has.)	Coordenada X	Coordenada Y
NEWEN MAPU UNO 1-30	300	648,050	5,778,500
NEWEN MAPU DOS 1-30	300	649,050	5,778,50

2.- DIFERENCIAS Y SIMILITUDES CON LAS CONCESIONES DEL 2004.

- En agosto de 2006 caducaron las 11 Concesiones Mineras de EXPLORACION del proyecto “MANTO ROJO”, situadas en las riberas oriente del Lago Lleu Lleu.
- Las nuevas concesiones se ubican en la misma zona, pero cubren una superficie menor. ([ver figura 1](#)).
- Pero la gran diferencia es que esta vez se trata de concesiones de **EXPLOTACION**.

3.- DIFERENCIA DE EXPLORACION Y EXPLOTACION.

- La diferencia entre **EXPLORACION** y **EXPLOTACION** es decisiva.
- Una concesión de Exploración es temporal, y caduca a los dos años.
- Una concesión de **EXPLOTACION** es **definitiva**, y constituye propiedad minera. Si no hay faena minera, la propiedad de la concesión se mantiene pagando una patente anual.

Fuentes de los mapas:

Boletín Oficial de Minería de Santiago, Página 2 - Martes 20 de Marzo de 2007 - Ejemplar N° 5.864 – 508. Catastro Minero del Centro de Políticas Públicas y Derechos Indígenas.

Figura 1

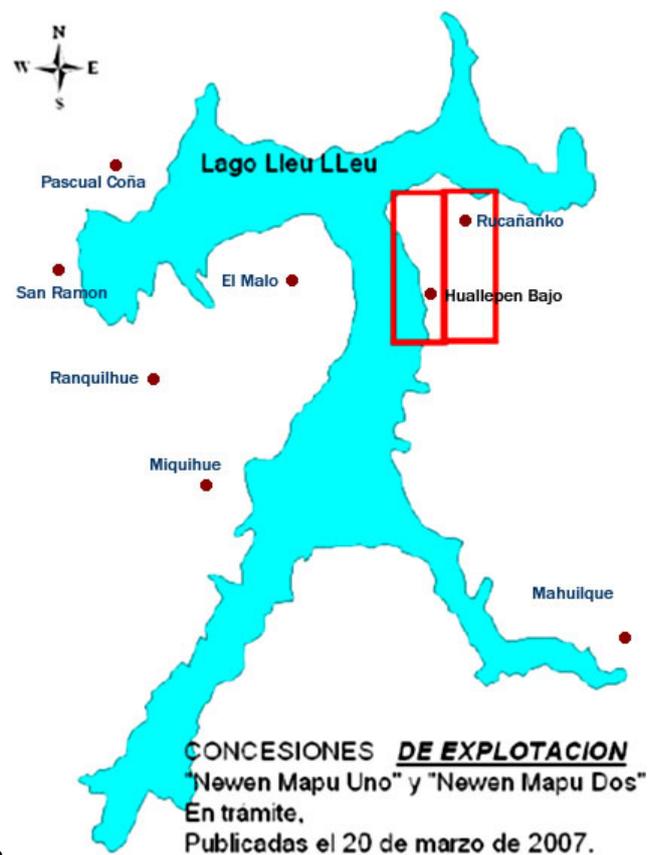
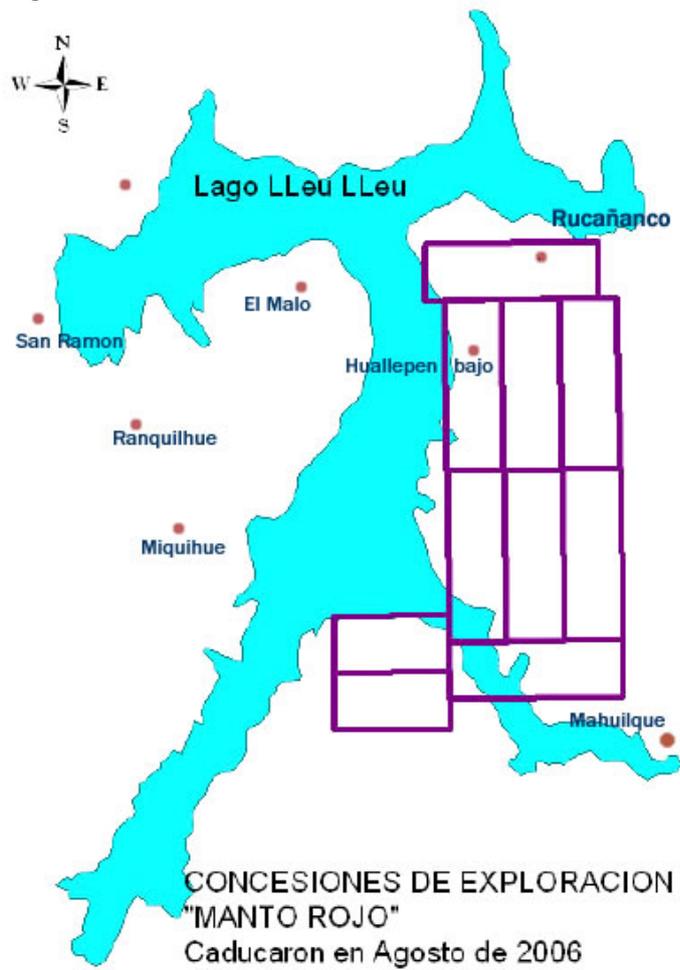
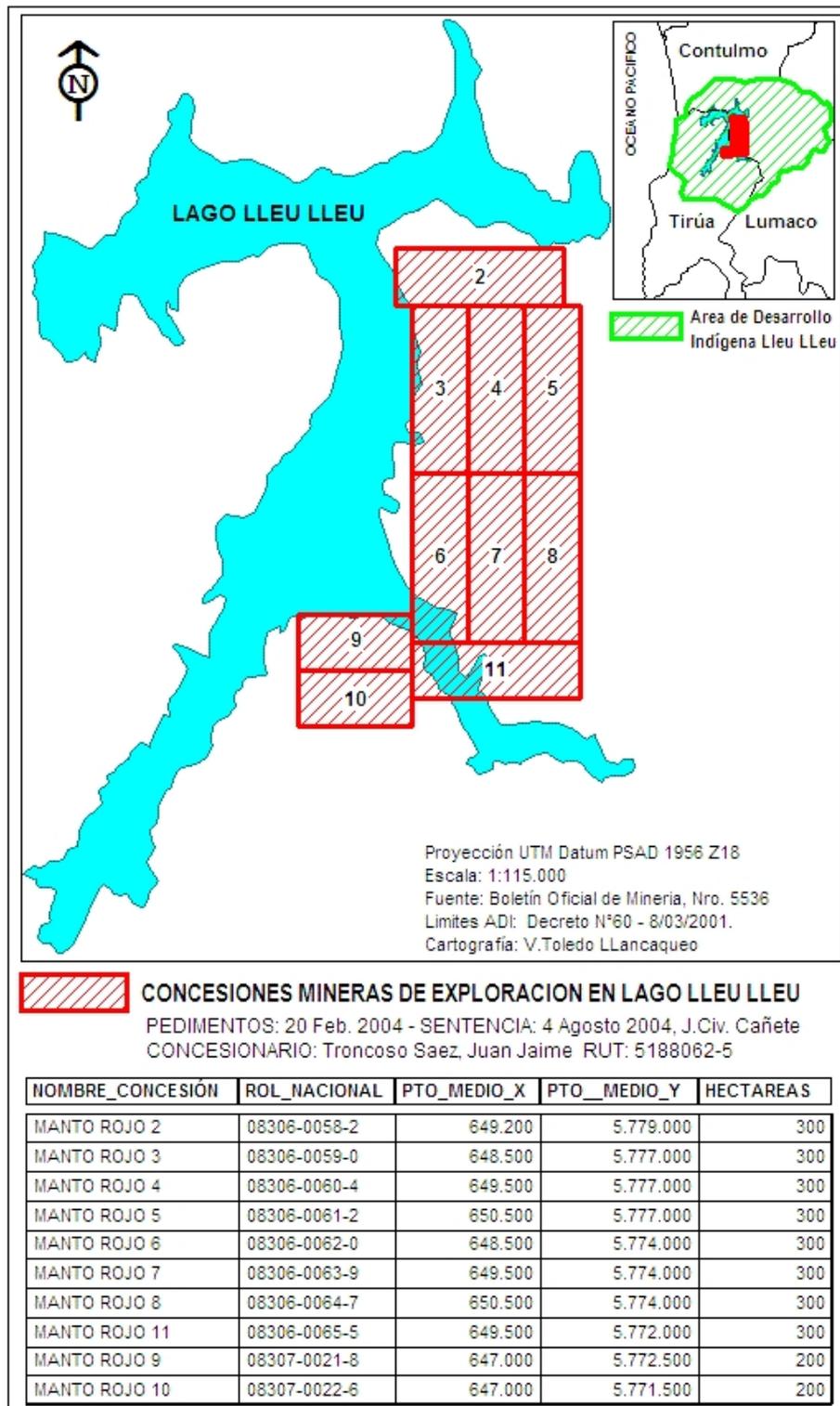


Figura 2

OTROS ANTECEDENTES A CONSIDERAR

La presencia en el municipio de Tirúa del señor **Vernon Arseneau** representante de una empresa canadiense llamada **Exploraciones ZNC Collasuyo s.a.c.** (zincore metals inc. Ubicada en Perú, correo electrónico varseneau@zincoremets.com, telefonos 051-1-2255588/ fax 051-1-8852419), empresa vinculada a transnacionales que han provocado un grave desastre ecologico y con ello un conflicto en el norte de Chile en PASCUALAMA. El objetivo de este sr, seria obtener "información" acerca de los dirigentes de unas de las comunidades en donde se encontrarían diversos minerales, esto seria en el sector de Tranicura, Tirúa Sur. Esto nos daría la razon en cuanto a la presencia de una enorme riqueza en el cordón de la cordillera de Nahuelbuta que se extiende desde Contulmo hasta la zona de Loberia, y por consiguiente el peligroso interes de capitales nacionales y extranjeros por extraer dichos recursos, estas inversiones coinciden con otros ambiciosos megaproyectos como Puertos Industriales y la Carretera de la Costa.



Mapa : Tierras Mapuche y Concesiones Mineras. El caso de Rucañanco - Lleu Lleu por Víctor Toledo Llancaqueo)

Jueves 12 de abril de 2007

Ni siquiera se pudieron hacer prospecciones

Conflicto mapuche frenó proyecto minero en Lleu Lleu

- *Clima de violencia alejó a inversionistas e hizo fracasar iniciativa, que estaba en una etapa muy preliminar, de extraer minerales como el escandio, que se usa en la industria espacial.*

Por Fabián Álvarez Salazar. / Azkintuwe

El miércoles 20 de julio de 2005 una comitiva de cuatro vehículos encabezada por el entonces gobernador de Arauco, Néstor Matamala Peña, fue atacada por 15 encapuchados, lo que obligó a que se refugiaran en una sede del sector, mientras impávidos veían cómo los antisociales golpeaban los automóviles con objetos contundente y gritaban “fuera la minera”.

El hecho ocurrió en la comunidad Juana Millahual, en el sector de Rucañanco, a 30 kilómetros de Contulmo, una de las 10 comunidades del Lleu Lleu bajo cuyo suelo se pretendía extraer escandio, rutilio y vanadio, entre otros minerales llamados “tierras raras”, parte de un proyecto de la empresa Manto Rojo.

Esta firma, compuesta por tres socios, buscaba puntualmente el escandio, ya que es escaso y tiene múltiples usos (ver recuadro), y para ello contaba con un pedimento minero para exploración de 2 mil 800 hectáreas.

Sin embargo, este auspicioso proyecto se fue a pique. ¿La razón?: el conflicto mapuche, comentan fuentes de Manto Rojo.

“Este tema frenó el proyecto de exploración”, precisan. Cuentan que para evaluar la calidad de los minerales debían sacar muestras y ni eso se pudo. “Eran 10 hoyos de 30 centímetros por 50 centímetros, pero cuando fueron los geólogos los apedrearon”. Con este antecedente -dicen las fuentes- los inversionistas se espantaron. “Si no se pudo hacer algo que duraba cuatro horas, menos se iba a poder ejecutar un proyecto mayor”, grafican.

Hoy esta iniciativa está muerta, porque, además, la empresa se terminó hace casi un año y los 10 pedimentos mineros tenían fecha de vencimiento el 4 de agosto de 2006. Los interesados no pidieron su prórroga por otros dos años.

El seremi de Minería, Carlos Almanza Latorre, entrega otro antecedente que aleja aún más la posibilidad de que este proyecto minero vea alguna vez la luz: “No presentaron proyecto de explotación al Servicio Nacional de Geología y Minería (Sernageomin), por lo que no pueden iniciar ningún tipo de obras”, explica.

Jaime Troncoso Sáez, uno de los integrante de la desaparecida Manto Rojo, confirmó que sus socios “no quisieron seguir invirtiendo por el tema del conflicto mapuche”. Sin embargo, no baja los brazos y afirma que bajo una nueva sociedad ya tiene manifestación minera sobre 600 hectáreas desde hace menos de un mes y que insistirá en concretar su proyecto.

Para qué sirve el escandio

El óxido de escandio se utiliza en luces de alta intensidad y, añadido yoduro de escandio, en lámparas de vapor de mercurio se consigue una luz solar artificial de muy alta calidad. El metal tiene aplicación en la industria aeroespacial. En términos prácticos puede hallarse en equipos como televisores a color, lámparas fluorescentes, lámparas ahorradoras de energía, y cristales.

El nuevo intento

Jaime Troncoso afirma que para su nuevo intento por concretar el proyecto minero se asoció con un lonco del área -no precisó su nombre ni comunidad-, con el fin de sortear el principal obstáculo de la iniciativa: la oposición de un grupo de mapuches.

“Estamos manejando el tema, ahora es distinto el planteamiento. Ellos decían que queríamos expropiar y lucrar con su tierra, pero lo que queremos es que ellos también se beneficien”, comenta. Acota que “si no aprovechan esta oportunidad, no sé qué quieren. Estoy tratando que entiendan que esto es un beneficio para todos”, insiste.

Este empresario en 2003 siguió los pasos de investigadores japoneses que años antes habían merodeado, sin resultados positivos, la provincia de Arauco en busca de minerales denominados “tierras raras”.

Asegura que la riqueza que busca está allí. “Yo soy el descubridor y sé qué potencial hay”, expresa.

Para las autoridades, tanto la iniciativa anterior como la de ahora no puede calificarse de proyecto, pues están dentro de etapas muy preliminares.

La zona donde supuestamente hay minerales, como el escandio, es la misma donde el domingo 8 fueron atacados dos helicópteros que prestaban servicios para la forestal Mininco, hecho que ayer motivó la presentación de una querrela por parte del gobierno (ver recuadro). Ese sector está integrado al Área de Desarrollo Indígena (ADI), donde una de sus líneas de acción es el desarrollo del turismo.

EMPRESARIO MINERO LEONARDO FARKAS DESEA EXPLOTAR HIERRO EN EXTENSO CORDÓN MONTAÑOSO DE LA CORDILLERA DE NAHUELBUTA

Publicado el 04-06-2007, Por Alejandro Fica (*)

<http://www.lanalhuenoticias.cl/>



Empresario que anoche fue entrevistado en un programa de farándula de TVN y que lo mostraba como un generoso empresario con sus trabajadores y gente de menos recursos, es el mismo que se ha visto repartiendo billetes en comunidades mapuches en las cercanías de Contulmo donde ya tiene permiso para explotar minas de HIERRO (Fierro / Fe) y donde al parecer ya ha comenzado a trabajar.

Lo anterior es parte de la información que hemos estado recibiendo desde ya hace un tiempo de parte de varios de nuestros lectores, ayer incluso se nos llamó a propósito del programa televisivo.

Esperábamos publicar una vez que tuviéramos más antecedentes, estos iban apareciendo constantemente, pero algunos arrojaban más dudas, que aún no logramos dilucidar totalmente, incluso nos hubiera gustado una versión de parte del empresario aludido.

CONCESIONES MINERAS EN LLEU LLEU.

Después de la sonada disputa que nació a raíz de las exploraciones mineras que deseaba realizar el empresario Troncoso en **Rukañanco** para la futura exploración de **ESCANDIO**, no se puso atención en *otras Concesiones Mineras* que se venían haciendo en paralelo, al parecer de una forma mucho más sigilosa y que cubren extensiones tremendamente superiores a las de Troncoso, son la Concesiones Mineras que cubren una gran extensión de la **Cordillera de Nahuelbuta** por el aludido empresario **LEONARDO FARKAS**, estas concesiones ya no son solo de “*Exploración*” sino que derechamente son “**Pedimentos de Explotación**”, es decir, podría comenzar a explotar el mineral que le interesa, en este caso el **Hierro**.

Quien haya visto la liviana entrevista realizada anoche por Camiruaga (programa de TVN, [Animal Nocturno](#)), centrada principalmente en la fastuosa fiesta de su cumpleaños número 40, vio a un “*empresario ideal*”, con gran sentido social, desbordante carisma, prometiendo buenos sueldos, beneficios no solo para sus empleados sino para la comunidad entera, incluso una escena lo mostraba regalando billetes de \$10.000 a jóvenes que se le acercaban, la misma escena que más de uno de nuestros lectores ya nos había descrito realizándola en las inmediaciones de Contulmo, incluso también, al igual que la escena de la TV, a bordo de un ostentoso jeep Hummer.

Podría ser un hecho admirable y de “*buen corazón*”, pero para a mucha gente le resulta al menos sospechoso que lo haga en una zona donde aún no lo conocen y donde él seguramente sabe que han surgido conflictos cada vez que alguien ha pensado explotar una zona que aún siendo depredada en el pasado, sus habitantes desean recuperarla para conservar lo poco natural que va quedando y lo importante que resulta para la cultura ancestral mapuche dicho territorio.

Cuesta imaginar las intenciones de FARKAS, con estas actitudes, *¿No sería correcto que su accionar fuera transparentado de cara a los habitantes y sus autoridades? ¿Porqué aprovechar las necesidades de los más pobres para ponerlos de su lado con un par de billetes?*

En la misma entrevista de anoche contaba FARKAS de su sentimiento con los más pobres, *¿Creerá que con repartir plata de esa forma terminará con ella?; si es capaz de pagar un millón de dólares por su cumpleaños y repartir tanto dinero desprendidamente, ¿Por qué no canalizarlo a través beneficios sociales perdurables en el tiempo?* (Educación, salud, deporte, capacitación, infraestructura y apoyo a micropresarios, por ejemplo).

Nuevamente, para los muchos que nos han escrito y preguntado, está la gran duda *¿Por qué no se han conocido públicamente estos movimientos del señor FARKAS? ¿Qué esconde?, ¿Si es capaz de ofrecer, a personas con quien habló en la zona, proyectos muy relevantes y espectaculares, porque no lo hace público?* (Se le oyó también decir que quería construir un gran puerto en la provincia e incluso algunos lo interpretaron o entendieron que sería en las cercanías de la Caleta Yani, ubicada entre Lebu y Arauco).

¿QUIÉN ES LEONARDO FARKAS?

Muchos *“links”* se pueden encontrar al *“googlear”* este nombre, en resumen, es hijo de un antiguo empresario minero del hierro, que el año 1973 fue expropiado y sus empresas traspasadas al área social (CAP), manteniendo en su poder solo las pertenencias mineras.

Siguió la carrera artística en el extranjero desde los 20 años, pero también dice ser ingeniero comercial de la Usach, según sus palabras se dedicó al espectáculo en muchos lugares del mundo donde hizo muchos contactos que hoy le estarían siendo útil (se ha asociado con capitales australianos y firmado convenios con empresas chinas), casada con una hija de un millonario norteamericano, volvió a Chile a la muerte de su padre y tratar de reactivar un sueño de siempre de su progenitor.

En muy poco tiempo ayudado por el buen pié del precio del hierro, inversión propia, sus buenos contactos, su audacia y buen tacto comercial ha logrado posesionarse dentro de los grandes empresarios mineros de Chile.

¿POR QUÉ SU PRESENCIA EN NUESTRA ZONA?

Por lo ya mencionado, la explotación de una vieja veta de hierro que existe en nuestra cordillera de Nahuelbuta, quizás muchos de los mas antiguos habitantes de la zona siempre supieron de esta existencia, hay versiones, una, que se mantuvo como reserva de la CAP desde los años 50 por ser de menor ley y de más difícil acceso, hoy la demanda de este mineral, la tecnología y los mejores caminos hace que sea rentable.

Información exclusiva que gentilmente nos adelanta un prestigioso **Centro de Estudio Universitario** indican que serían cerca de **70.000 las hectáreas** (¡Si! lee bien) sobre la Cordillera de Nahuelbuta que este empresario ha solicitado concesión minera, en dos sectores diferentes de la cordillera, uno, al lado más oriente del Lago Lleu Lleu y el otro, en la zona de Carahue, estas últimas en disputas con F. (¿Francisco?) Errázuriz.

Este **Centro de Estudio Universitario** se encuentra en la etapa final de sus informes y análisis, pero el mapa en su primera versión que gentilmente nos facilitan (Ver mas abajo) es concluyente y cada lector podrá sacar sus propias conclusiones.

Lo otro extremadamente raro que se deduce de todo esto, es la nula información que se ha entregado públicamente por la empresa **MINERA SANTA BÁRBARA** de propiedad de LEONARDO FARKAS, con respecto a lo que se proyecta sobre la zona que solicita concesión; revisado muchas entrevistas del empresario y revisada la respectiva página web (www.minerasantabarbara.com) no aparece nada sobre lo que se trabaja en la zona, solo un pequeño indicio en una nota aparecida en El Portal Minero que dice:

“Además de la extracción de hierro que Leonardo Farkas, a través de Minera Santa Fe y Minera Santa Bárbara está concretando en la III Región, el empresario apunta a la explotación de un nuevo yacimiento, en las cercanías de Coronel.” ([*Leonardo Farkas revela su extenso plan de inversiones*](#))

¿Y LAS AUTORIDADES?

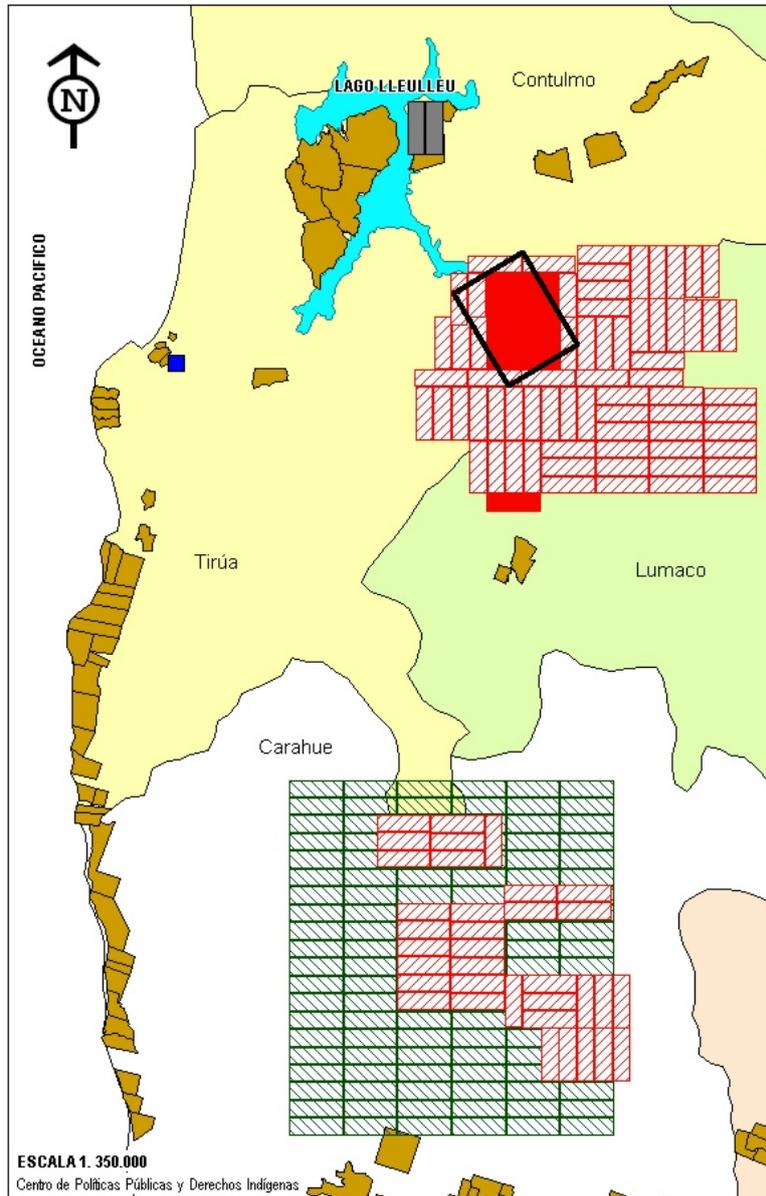
Es una pregunta “que cae de cajón”, quizás esta vez han actuado más negligentemente que la vez anterior, cuando estalló el conflicto de Rukañanco, donde le Gobernador Provincial fue a conversar el tema con los eventuales afectados de entonces y estos reaccionaron violentamente.

Esta vez, ni eso ha sucedido, no hemos sabido que autoridad alguna, ni de nivel Municipal (de Contulmo, Cañete o Tirúa), ni Provincial (Gobernador), ni Regional (Intendenta, Seremi u de organismo respectivo) se hayan acercado a conversar con los posibles afectados, y ojo, estas son concesiones solicitadas de manera pública y transparentes de las cuales es obvio que tienen que estar informadas estas autoridades, EXTRAÑA OMISIÓN NO?

LO QUE VIENE...

Es de esperar que solo sea cordura y asumir las responsabilidades a quienes les corresponda, ya se nos informaba la semana pasada sobre un recurso legal que un grupo de mapuches estaba interponiendo, hoy además otro colaborador nuestro entrega su columna al respecto (leer acá...). Por parte del empresario en cuestión, LEONARDO FARKAS, que demuestre todas sus buenas intenciones y todo lo sensible que dice ser ante una comunidad que a partir de ahora va a estar expectante de cada paso suyo.

MAPA DE LAS CONCESIONES MINERA EN TRÁMITES



CONCESIONES MINERAS EN TRAMITE. AREA LLEU-LLEU NAHUELBUTA

Fuentes: Boletín de Minería de Santiago, N° 5731, 5800, 5807, 5816, 5817, 5843, 5864, 5870; Sernageomin
Atlas de Tierras Mapuche y Catastro Minero Elaboración V.Toledo 15/05/2007

SIMBOLOGIA:

- Tierras mapuche de títulos de merced
- Pedimentos Exploración. Solicitante L.Farkas (Bol. 5800 -17/08; 5807-7/09; 5816-5/10; 5817-10/10/06)
- Manifestaciones Explotación. Solicitante L.Farkas (Bol 5843, 5/01/07)
- Concesión de Explotación la "Compensación", Mineral Hierro.
Titular: Anita Harismendi Larroulet. Caducó en 2005
- Pedimentos Exploración. Solicitante F. Errazuriz (Bol 5870, 5/04/07)
- Manifestaciones Explotación. Solicitantes B. Melín & J. Troncoso (Bol 5864, 20/03/07)
- Manifestación Explotación. Solicitante: F. Carrasco (Bol 5731, 3/01/06)

DENUNCIAN QUE ALLANAMIENTO EN LLEUL LEU DEJA UN NUEVO PRISIONERO POLITICO

<http://www.aldeacomunicaciones.cl/info.asp?Ob=1&Id=1829>

Se trata de Erito Santi Paine, de 22 años, detenido la madrugada del martes a eso de las 2:00 de las madrugada en un violento operativo policial.

El Ministerio Publico de Cañete, VIII Región, ordenó un sorpresivo y violento allanamiento a la comunidad Pascual Coña, sector Lleul Lleu, que arrojó un nuevo prisionero político.

Se trata de Erito Santi Paine, de 22 años, detenido la madrugada del martes a eso de las 2:00 de las madrugada en un violento operativo policial. Santi es investigado por su supuesta participación en un robo que afectó al agricultor Eduardo Campos-que mantiene conflictos territoriales con las comunidades de la zona- en octubre de 2005.

AUDENCIA

En audiencia, llevada a cabo a partir de las 14:00 horas de ayer, la fiscalía formalizó a Santi por el delito de robo con intimidación por un hecho acaecido el 16 de octubre del año 2005. Según el fiscal subrogante, Andrés Trabazo, aquel día 8 personas, con sus rostros encapuchados y armados, dentro de las cuales se encontraría Santi, ingresaron a la parcela 17 del agricultor en donde apuntaron con una escopeta al inquilino, luego dispararon unos tiros al aire y se llevaron tres vacunos y dos corderos.

ACUSACION

Para el representante del Ministerio Público este hecho se configura como el delito de robo con intimidación efectuado en grupo o pandilla por lo que solicitó a la Magistrado Carmen Seguel la cautelar de prisión preventiva para el comunero. La jueza, acogiendo las pruebas del fiscal, principalmente el relato de uno de los testigos protegidos, quién declaró haber visto y reconocido al imputado, acogió la petición y consideró a Santi como un peligro para la sociedad dejándolo en prisión preventiva mientras se realiza la investigación decretada en seis meses.

DEFENSA

Por su parte, el abogado defensor, Marco Ortega, consideró que el presupuesto material que dio lugar a la prisión preventiva es bastante vago, sobre todo porque un solo testigo protegido lo incriminaría (a Santi). Al respecto, el profesional mencionó que “dicho antecedente no es suficiente para fundamentar una medida cautelar de tan alta intensidad”.

INJUSTICIA

Mientras tanto, Luis Meñaco, vocero de los comuneros que llegaron al tribunal para apoyar al imputado, indicó que “nosotros como mapuche consideramos completamente injusto el encarcelamiento de nuestro hermano ya que entendemos que esto es un persecuimiento político de parte del Estado”.

Agregó además que “nuestro hermano es inocente. Él es un joven trabajador que sólo representa el pensamiento político de reconstrucción de nuestro pueblo”.

Por último, el comunero fue trasladado a la cárcel de Lebu, en donde puede ser visitado los días martes, jueves y domingo de 10:00 a 12:00 horas.